

# Les Canadiens demandent un meilleur Internet

*Sondage : Solide appui à la mise en place de nouvelles lois pour protéger les renseignements personnels et prévenir les cyberattaques*

OTTAWA, 26 mai 2021 (GLOBE NEWSWIRE) — Maintenant que les Canadiens dépendent plus que jamais d'Internet, ils sont très préoccupés par la fiabilité et la sécurité du monde en ligne et souhaitent que de meilleures protections soient mises en place. Un [sondage](#) exclusif réalisé à la demande de l'Autorité canadienne pour les enregistrements Internet (ACEI) démontre que la grande majorité des Canadiens sont en faveur d'une répression du contenu préjudiciable sur les plateformes de réseaux sociaux et souhaitent que le commissaire à la protection de la vie privée se voie octroyer de nouveaux pouvoirs pour aider à la protection des renseignements personnels.

« Les jours où on acceptait n'importe quoi sur Internet sont du passé », a déclaré Byron Holland, président et chef de la direction de l'ACEI. « Les discours haineux, les fausses nouvelles et les cyberattaques sont répandus et ont sapé la confiance des Canadiens envers le Web ouvert. La très faible réglementation d'Internet a entraîné des innovations incroyables, mais à un prix important. Les Canadiens veulent du changement, c'est donc à nous tous d'établir des règles qui permettront de rétablir leur confiance envers le monde en ligne tout en respectant l'esprit de l'Internet ouvert. »

Les résultats sont présentés dans le rapport de cette année, intitulé [Attitudes des Canadiens sur les enjeux relatifs à l'Internet](#), et arrivent en même temps qu'une multitude de débats en matière de politiques numériques. Les législateurs considèrent d'apporter des amendements aux lois sur la radiodiffusion et sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) étudie également un nouveau cadre de travail qui permettrait aux fournisseurs de services Internet de bloquer le trafic Web associé aux cyberattaques. Le gouvernement a récemment lancé un nouveau projet de consultation visant à déterminer si le blocage de sites Web devrait être utilisé pour réduire le piratage en ligne.

## Principales constatations

Les résultats complets sont présentés dans le rapport de cette année, intitulé [Attitudes des Canadiens sur les enjeux relatifs à l'Internet](#), ainsi que dans les diapositives du sondage, accessibles [ici](#).

- Les Canadiens s'inquiètent de leur vie privée en ligne. Plus des trois quarts (77 %) sont d'accord pour accorder de nouveaux pouvoirs au Commissariat à la protection de la vie privée pour améliorer la protection de leurs renseignements personnels.
- Huit Canadiens sur dix (84%) sont au moins quelque peu préoccupés par le fait que les entreprises partagent volontairement les données personnelles des utilisateurs avec des tiers sans leur consentement.
- Une proportion de 84 % des Canadiens est d'accord pour que les FSI bloquent les sites Web utilisés pour lancer des cyberattaques, mais la moitié d'entre eux conviennent également qu'il s'agit d'une mesure extrême qui devrait seulement être utilisée en dernier

recours.

- Bien qu'un grand nombre de Canadiens (79 %) soient en faveur de la mise en place d'une nouvelle loi exigeant que les plateformes de réseaux sociaux suppriment tout contenu illégal ou préjudiciable dans les 24 heures suivant leur signalement, la majorité des Canadiens (62 %) craignent que cela entraîne la suppression de discours légitimes et licites.
- La plupart des Canadiens (59 %) appuient l'action gouvernementale visant à stimuler la création de contenu canadien. Ce soutien est principalement solide à l'égard de l'obligation des services de diffusion en continu étrangers à percevoir la TPS/TVH et à l'utilisation de certains de ces fonds pour le contenu canadien.
- Bien que les Canadiens (58 %) appuient le nouveau financement des nouvelles, leurs points de vue sont divisés quant à l'idée d'obliger les plateformes de réseaux sociaux à payer les éditeurs de nouvelles pour créer des liens vers leur contenu. Seulement 52 % d'entre eux appuient cette idée, et la proportion de gens qui appuient l'obligation des plateformes à percevoir la TPS/TVH est la même que chez les répondants qui appuient le financement des nouvelles au moyen des recettes générales.

Au sujet du rapport *Les Canadiens méritent un meilleur Internet*

Le conseiller stratégique a remis à l'ACEI ce rapport afin d'examiner l'opinion des Canadiens sur les questions liées aux connaissances des médias, à la vie privée sur Internet, à la cybersécurité et à la gouvernance à l'appui du Forum canadien sur la gouvernance de l'Internet (FCGI). Un panel en ligne a été utilisé pour sonder un total de 1 254 internautes canadiens (âgés de 18 ans et plus) entre le 19 février et le 1<sup>er</sup> mars 2021. Le sondage a été réalisé auprès d'un échantillon représentatif de la population canadienne (âge, genre, région). Vous pouvez trouver les résultats complets du sondage [ici](#) ou consulter le rapport [Attitudes des Canadiens sur les enjeux relatifs à l'Internet](#). Les résultats s'appuient sur des recherches antérieures trouvées dans les tendances Internet de l'ACEI et les recherches du FCGI de 2016 à 2020.

À propos de l'Autorité canadienne pour les enregistrements Internet

L'ACEI est une organisation à but non lucratif qui est avant tout connue pour le rôle qu'elle joue dans la gestion du domaine .CA au nom de tous les Canadiens. Bien que le mandat premier de l'ACEI concerne l'exploitation sûre, stable et sécuritaire du domaine .CA et des technologies sous-jacentes, l'organisation s'occupe également de brancher, de protéger et d'impliquer la communauté Internet au Canada et ailleurs en offrant des services de registre, de DNS et de cybersécurité de qualité supérieure.

Contact avec les médias

Josh Tabish

Gestionnaire des affaires publiques, ACEI

613-875-3741

[josh.tabish@cira.ca](mailto:josh.tabish@cira.ca)